



CHSCT DE HAUTE-GARONNE Séance du 16 NOVEMBRE 2020

DECLARATION LIMINAIRE

Dans notre déclaration liminaire du 10 septembre dernier, nous avons écrit : " *Il semblerait qu'un certain relâchement vis-à-vis des mesures de protection contre la propagation de la covid 9, se soit fait jour*".

Dire que nous avons un regard juste ne nous reconforte pas. La situation que nous rencontrons actuellement va au-delà de ce que nous craignons. Nous ne cherchons pas à trouver les responsables, nous sommes tous collectivement responsables. Nous avons tous oublié les gestes de distanciation physique, nous avons tous oublié la gravité de cette pandémie, nous avons tous oublié l'état dans lequel notre service de santé se trouve. Nous avons tous fait preuve d'une certaine arrogance face à cette maladie.

Serons-nous capables d'en tirer les conséquences et si possible positives. Serons-nous capables de faire face collectivement à une prochaine pandémie (le réchauffement climatique nous cache sûrement des catastrophes bien plus importantes). Pourtant nous avons déjà eu une alerte en 2003 : la grippe aviaire, le SRAS (on l'a déjà tous oublié !). A l'époque déjà nous avons dit : on doit se préparer à une future pandémie.

Mais dans toute crise, il y a un côté positif. C'est comme après la crise financière de 2008, grâce aux «services publics à la française», où nous avons été moins touchés que nos voisins. C'était la grande chance de notre pays. Forcément, nous avons tous tiré collectivement la leçon de cette crise et nos gouvernements successifs avaient sur certains aspects consolidé, renforcé, nos services publics (ce bien commun, cette fameuse richesse collective).

12 ans après, difficile de savoir si nous sommes dans un mauvais rêve, ou dans une amnésie collective.

Suppression de postes de fonctionnaires, casse des services publics, externalisation de nos missions, explosion de la dette publique, etc, etc, la liste est trop longue.

Nos administrations financières partent à la dérive et la société devient de plus en plus violente.

Il ne fait pas un temps à « mettre un douanier dehors », sans le voir devenir la cible d'une voiture bélier ou d'un go-fast lourdement armé.

C'est d'un changement radical dont a besoin le pays et plus largement l'Europe en matière économique et sociale.

Solidaires n'aura de cesse de développer ses propres analyses et arguments avec bien d'autres, afin d'imaginer ce que pourrait être un avenir pour le plus grand nombre et une autre société, meilleure et plus juste.

Localement nous allons examiner aujourd'hui en point n°3 ce que nous appellerons le retour d'expérience de la crise sanitaire.

Exercice lancé dans certaines administrations, particulièrement intéressant sur le papier, mais qu'en tirerons-nous sur le fond, quelles seront les actions mises en place ? Si ce sont les mêmes que celles de 2003, la déception n'en sera que plus grande.

Nous ne pouvons qu'encourager les autres administrations à faire ce retour d'expérience, et à mettre en place de vraies mesures de prévention. La prévention coûte cher, c'est un constat. Mais nos vies sont inestimables.

Nous reviendrons sur les futurs projets d'aménagement des sites de la DRFIP, où l'on ne pourra que constater l'absence d'un véritable dialogue entre cette administration, ses agents et les membres des instances représentatives.

Le monde change, mais les « bonnes » vieilles pratiques perdurent ...

Là aussi, à l'aube de la disparition des CHSCT, nous devrions avoir la certitude que la future DGFIP de 2022 ne sera plus celle de 2020. Que d'énergie perdue à s'opposer !